



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 22 MAI 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Aménagement et Urbanisme

L'an deux mille quatorze le vingt deux mai à dix huit heures, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la
délibération:

**Les Arcs-sur-
Argens - La Vigne à
Vélo - Acquisitions
de terrains**

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, PIERRUGUES Géraud, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUCHER Alain, BOUZEREAU Gilbert, CARZOLI Max, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLLOMBAT Caroline, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, LEGRAIEN Françoise, LE POULAIN Yves, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRESENTES

Alain CAYMARIS pouvoir à Jacques LECOINTE, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Grégory LOEW pouvoir à Frédéric MARCEL, Michèle PELASSY pouvoir à Claude PIANETTI, Thierry PESCE pouvoir à Malika GUELLATI, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT EXCUSE :

CARRIERE Christophe

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Monsieur Fabien MATRAS

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : 6/6/2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le 6/6/2014

La Communauté d'Agglomération Dracénoise a décidé, par délibération N°2011-17 du 22 septembre 2011, la mise en œuvre d'une voie verte dénommée "La Vigne à vélo". Depuis, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a approuvé un schéma communautaire des véloroutes et voie verte, et les modalités de mise en œuvre d'une voie verte de 42km par délibérations respectives n°C 2013-17 du 26 septembre 2013 et n°C 2014-20 du 27 février 2014.

Le premier tronçon de la voie verte communautaire s'étire sur 5km entre la gare ferroviaire des Arcs / Draguignan et le giratoire dit de Sainte Roseline en direction du Muy, en profitant de l'emprise de l'ancienne voie ferrée entre Les Arcs et Draguignan. Sur ce premier tronçon, la Communauté d'Agglomération Dracénoise mène depuis 2012 des négociations auprès d'une quinzaine de propriétaires pour maîtriser d'emprise foncière, nécessaire et préalable à tout aménagement.

Ainsi, quatre délibérations communautaires ont déjà été prises formalisant des engagements auprès de 10 propriétaires :

- soit en acquisition foncière partielle sur la stricte emprise nécessaire,
- soit en acquisition de la parcelle en totalité,
- soit en bail locatif de longue durée.

La présente délibération a pour objectif de compléter cette maîtrise foncière par l'acquisition d'une superficie de 587m² environ, à détacher de la parcelle d'une plus grande superficie, cadastrée sur la commune des Arcs-sur-Argens, section C n°1984, propriété de la SCI Didio.

Cette acquisition aura lieu en contrepartie de la réalisation d'une clôture en limite du bien demeurant la propriété du vendeur (150 ml estimés à 35 €/ml) .

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission des Transports réunie le 5 décembre 2013, et il est demandé au Conseil communautaire de bien vouloir:

- Autoriser l'acquisition de l'emprise susvisée aux conditions sus évoqués ;
- Autoriser la signature de l'acte authentique en la forme administrative et autoriser Monsieur le Président à recevoir et à authentifier cet acte;
- Désigner dans ce cas de figure, Monsieur Pianetti, 1er Vice-Président, afin de représenter la Communauté d'Agglomération Dracénoise en sa qualité d'acquéreur et de signer ainsi les actes administratifs, et tout document s'y rapportant,
- Dire que les frais et charges liés à l'acquisition tels que les frais d'inscriptions hypothécaires, de géomètres et les aménagements seront à la charge de la Communauté d'Agglomération Dracénoise et autoriser la signature de tout document s'y rapportant.
- Dire que la Communauté d'Agglomération Dracénoise pourra, en cas de difficulté juridique, confier la rédaction de l'acte authentique à un Office Notarial choisi par les parties et que les frais notariés seront supportés par la Communauté d'Agglomération Dracénoise.
- Autoriser Monsieur le Président à solliciter toute subvention liée à l'objet de la présente délibération auprès de l'Etat, du Conseil régional, du Conseil général et de tout autre partenaire et à signer les documents s'y rapportant.
- Dire que les Crédits liées à cette opération sont inscrits au Budget 2014

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 44 voix pour et 18 abstentions (BOUZEREAU Gilbert, CERET Stéphan, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FRANCIN Sylvie, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEROUX Florence, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, NICOLETTI Christine, PREMOSELLI Christine, RUDNIK Thierry, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain) décide

d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 22 mai 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Olivier Audibert-Troin' with a stylized flourish at the end.

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.